

**Dena Davida :  
une vie dansée**  
Page 5



**76<sup>e</sup> congrès de l'Acfas à Québec**  
Pages centrales



**La lecture comme un jeu**  
Page 9



Le journal de  
l'Université du Québec  
à Montréal

# L'UQAM

Volume XXXIV  
Numéro 16  
28 avril 2008

## Pour mettre fin aux poursuites-bâillons

## Former des gestionnaires socialement responsables

**Marie-Claude Bourdon**

«Le but des compagnies qui entament des poursuites-bâillons n'est pas de gagner, mais de mettre fin à un droit fondamental. C'est un détournement des fins du système judiciaire qui entraîne un grave déficit démocratique», déclare Lucie Lemonde, professeure au Département des sciences juridiques. Les poursuites-bâillons, mieux connues sous le nom de SLAPP (*Strategic Lawsuit Against Public Participation*), sont des actions judiciaires intentées contre des individus ou des groupes de pression en vue de les faire taire, en les entraînant dans des procédures juridiques coûteuses dont ils ne peuvent assumer les frais.

«Les SLAPP ne touchent pas seulement la personne ou le groupe visé, mais l'ensemble de la population, note la professeure de droit. D'abord, parce les autres personnes ou groupes auront peur de parler publiquement contre la compagnie visée, mais aussi parce que ces poursuites bafouent le droit du public à l'information.»

Lucie Lemonde a commencé à s'intéresser aux SLAPP lorsque l'Association québécoise de lutte à la pollution atmosphérique (AQLPA) a été poursuivie en diffamation par la compagnie American Iron and Metal. L'AQLPA avait obtenu une injonction empêchant la compagnie de construire une déchiqueteuse de carcasses d'autos sur un ancien dépotoir avant d'obtenir les permis nécessaires. Cette poursuite de cinq millions de dollars s'est terminée par une entente hors cour qui a eu pour résultat «de réduire l'AQLPA au silence», souligne la professeure.

### Un chargé de cours menacé

Une autre cause célèbre au Québec concerne un couple de l'Outaouais qui a fait face à une poursuite de deux millions de dollars pour avoir milité afin d'obtenir la fermeture d'un autre dépotoir. Plus récemment, le chargé de cours Alain Deneault, auteur principal de l'ouvrage *Noir Canada: pillage, corruption et criminalité en Afrique*, a été menacé d'une poursuite en diffamation, ainsi que sa maison d'édition, Écosociété, par la compagnie minière Barrick Gold, en raison d'allégations contenues dans son livre. «Aux États-Unis, des gens ont été victimes de poursuites-bâillons parce qu'ils ont envoyé des lettres aux journaux, parce



Photo: Denis Bernier

**Lucie Lemonde, professeure au Département des sciences juridiques, a présenté un mémoire à la commission parlementaire sur les SLAPP.**

qu'ils ont participé à une manifestation ou témoigné devant le Congrès», ajoute Lucie Lemonde.

Dans son cours *Droits et libertés*, les étudiants ont été chargés, au printemps dernier, de faire un travail de recherche sur les SLAPP à travers le monde. L'information qu'ils ont recueillie a permis de bâtir une formation offerte par le Service aux collectivités de l'UQAM au Regroupement des groupes écologistes. Le même travail a aussi servi de base au mémoire qu'elle vient de déposer, avec la Ligue des droits et libertés, devant la Commission parlementaire chargée de se pencher sur le problème des poursuites-bâillons.

«Trente-six des trente-sept groupes qui se sont exprimés devant la Commission ont réclamé des changements législatifs pour mettre fin aux poursuites-bâillons, souligne la juriste. Seul le Barreau estime qu'il n'y a pas suffisamment de cas pour justifier des changements. Selon le Barreau, on ne peut pas enlever aux compagnies le droit de se défendre.»

### Renverser le fardeau de la preuve

Mais il ne s'agit pas de nier aux com-

panies le droit de défendre leur réputation, affirme la professeure. Dans son mémoire, Lucie Lemonde réclame qu'on s'entende sur une définition de la poursuite-bâillon – «une poursuite intentée parce qu'une personne ou un groupe a exercé son droit de participer au débat public» – et, surtout, qu'on renverse le fardeau de la preuve. «Ce serait à la compagnie de prouver qu'il y a matière à poursuite, explique la professeure. Cela prendrait la forme d'une requête en irrecevabilité à laquelle le juge devrait répondre dans un délai de 30 jours.»

Comme le but poursuivi par les organisations qui intentent des poursuites-bâillons n'est pas de gagner leur cause (généralement perdue d'avance), mais de faire durer les procédures afin de «faire peur et faire taire», on se trouverait ainsi à leur couper l'herbe sous le pied. Il faudrait également, selon la juriste, constituer un fonds d'aide pour les victimes des SLAPP afin qu'elles puissent se défendre devant la cour.

Selon Lucie Lemonde, 26 États ont adopté des lois anti-SLAPP et le nombre de poursuites-bâillons a baissé aux États-Unis. Le ministre québécois de la justice, Jacques Dupuis, a promis

que des mesures législatives seront annoncées d'ici la fin de la session. La professeure estime qu'une loi serait préférable à un simple amendement au Code de procédures afin d'envoyer un message clair à la population sur le droit de participer au débat public. «Le Québec serait la première province à adopter une législation pour mettre fin aux poursuites-bâillons, précise-t-elle. Il y a donc beaucoup d'intérêt de la part des autres provinces pour ce qui se passe ici.»

### Recriminaliser l'avortement?

Entre temps, Lucie Lemonde se dévoue pour une autre cause: empêcher l'adoption définitive du projet de loi C-484, qui vise à amender le Code criminel pour créer une nouvelle infraction consistant à blesser ou causer la mort d'un fœtus. Sous prétexte de protéger les femmes enceintes et de lutter contre la criminalité, ce projet de loi a pour but de réintroduire la criminalisation de l'avortement par la porte d'en arrière. «Je n'aurais jamais cru que j'aurais à ressortir mes pancartes pour protéger le droit à l'avortement», commente la militante.

**Claude Gauvreau**

Un nouveau département est né à l'École des sciences de la gestion. Le Département de stratégie et de responsabilité sociale et environnementale est, en effet, la troisième unité départementale, après Finance et Marketing, issue de la scission de l'ancien Département de stratégie des affaires.

«Nous avons un département dont les programmes d'études et les axes de recherche portent à la fois sur les stratégies de gestion des grandes organisations privées et publiques et sur leur responsabilité sociale et environnementale. L'École innove en créant ainsi une alliance entre deux traditions disciplinaires qui s'étaient développées en parallèle au cours des dernières années», soutient le professeur Jean Pasquero.

Le nouveau département, qui comprend 16 professeurs et 27 chargés de cours, abrite quatre chaires institutionnelles – la Chaire Philippe-Pariseault de formation en mondialisation des marchés de l'agroalimentaire, la Chaire SITQ d'immobilier, la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable, la Chaire Bombardier de gestion des entreprises transnationales – et deux groupes de recherche. «Les champs d'expertise sont diversifiés, souligne Vincent Sabourin, directeur du département. Certains chercheurs s'intéressent aux orientations stratégiques des organisations ou à la gestion internationale, d'autres au développement durable, les professeurs en immobilier y compris.»

### Un nouvel environnement

Au début des années 80, l'UQAM a été la première université au Québec à créer un cours obligatoire de MBA sur l'environnement sociopolitique des entreprises, rappelle M. Pasquero. Cet environnement, dit-il, est devenu plus complexe avec les nouvelles préoccupations sociales concernant le développement durable, le commerce équitable et le comportement éthique des

Suite en page 2 ►



Photo : Denis Bernier

Les professeurs Jean Pasquero et Vincent Sabourin, du nouveau Département de stratégie et de responsabilité sociale et environnementale.

entreprises. «Une grande entreprise comme Alcan, par exemple, a choisi de bâtir son avenir sur le concept de développement durable qui, à ses yeux, englobe non seulement la protection de l'environnement, mais aussi une autre perspective de développement économique, en rupture avec le modèle productiviste des dernières décennies, de même que de nouveaux mécanismes de gouvernance s'appuyant sur une plus grande participation au processus de décision.»

Pour Vincent Sabourin, deux conceptions en matière de gestion des entreprises prédominent actuellement. Selon la première, essentiellement à caractère économique, la recherche de profits ne peut être soumise à des contraintes sociales. Un point de vue que défend notamment l'Institut d'études économiques de Montréal. La deuxième remet en question la logique

de gestion axée exclusivement sur la recherche d'un avantage concurrentiel.

#### Rentabilité économique et responsabilité sociale

Le fait de s'intéresser à la responsabilité sociale des entreprises n'est pas un effet de mode, soutient M. Pasquero. «Le thème était présent dans les facultés de gestion dès les années 60. Aujourd'hui, les grandes organisations sont de plus en plus nombreuses à intégrer cette notion dans leur stratégie de gestion. On a même vu la multinationale Nike réclamer une réglementation mondiale contre le travail des enfants dans son industrie.»

Les gestionnaires sont préoccupés par la réputation de leur entreprise, poursuit M. Sabourin. Ils réfléchissent davantage au choix de leurs fournisseurs et à leur comportement en

matière de relations de travail, aux impacts de leurs décisions sur les populations locales et nationales, et aux conséquences environnementales de leurs activités de production. Rappelons-nous la tragédie de Bhopal survenue en 1984, dit-il, alors que l'explosion d'une cuve dans une usine de pesticides de la compagnie américaine Union Carbide, avait provoqué la mort de plusieurs milliers de personnes en Inde. Quelques jours plus tard, l'entreprise voyait sa cote de crédit tomber et le cours de ses actions à Wall Street chuter.

Prospérité économique et responsabilité sociale ne sont pas antinomiques, affirme le directeur du nouveau département. «Pour une entreprise, être un bon citoyen corporatif et pratiquer le développement durable peut aussi être rentable économiquement, à moyen et long terme», conclut-il ●

## Campagne CREPUQ

# Sensibiliser le public à l'importance du savoir

Marie-Claude Bourdon

Toutes les universités québécoises se sont alliées pour mettre en œuvre la campagne de promotion de la formation et de la recherche universitaires lancée ce printemps par la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ). Sous le thème «Il faut le savoir», cette campagne se déploie actuellement à l'échelle du Québec dans de nombreux quotidiens et magazines, ainsi que dans les diverses publications et sites Web des universités. «C'est la première fois que tous les établissements universitaires s'entendent sur un projet de campagne promotionnelle, souligne Daniel Hébert, directeur du Service des communications et membre du Comité de l'information et des relations publiques de la CREPUQ. Le conseil d'administration de la CREPUQ a donné son appui unanime à la campagne pour trois ans.»

Pourquoi une campagne pour faire la promotion du savoir? L'idée date de 2006. À l'époque, un sondage commandé par la CREPUQ et piloté par le Service des communications de l'UQAM est mené pour déterminer l'importance accordée à la formation et à la recherche universitaire dans l'opinion publique. Effectué par Léger Marketing, ce sondage demande aux gens quels sont les secteurs qui, outre la santé (on tient pour acquis qu'il s'agit de leur principal sujet de préoccupation), devraient constituer une priorité pour le gouvernement au cours des cinq prochaines années.

Les résultats sont décevants. Si l'éducation arrive en première place, avec 30 % des répondants qui croient que le gouvernement devrait en faire sa priorité, l'enseignement et la recherche universitaires ne récoltent qu'un maigre 6 % des appuis, loin derrière l'environnement. «Ces résultats nous ont fait prendre conscience du travail qui restait à faire pour sensibiliser le public à l'importance du savoir universitaire», déclare Daniel Hébert.

Titulaire de la Chaire de relations publiques et communication marketing et professeur à l'UQAM, Bernard Motulsky était directeur des Communications et du recrutement à l'Université de Montréal quand il a commencé à s'impliquer dans l'organisation de la campagne de promotion du savoir. «Compte tenu des efforts importants dont les universités ont besoin de la part de l'État, on s'est dit qu'il fallait absolument aller chercher un meilleur appui dans la population», renchérit celui qui agit aujourd'hui comme conseiller auprès du Comité de l'information et des relations publiques de la CREPUQ.

#### Un concept séduisant

L'agence Publicis, appelée à la rescousse, a proposé un concept qui a

immédiatement séduit les membres du Comité. «L'idée est très simple, mentionne Bernard Motulsky. Au lieu d'essayer d'amener le savoir, en tant que sujet de préoccupation, au niveau de la santé, de l'éducation ou de l'environnement, on montre l'importance du savoir dans tous ces domaines. D'où notre slogan, *Il faut le savoir*.» Les publicités, qui présentent des diplômés universitaires en pleine action, interrogent le public: «Peut-on favoriser le développement durable sans le savoir?»; «Peut-on éduquer des millions d'enfants sans le savoir?»; «Peut-on sauver des milliers de vies sans le savoir?»

«Pour réussir à avoir un impact sur l'opinion publique, il faut miser sur une opération étalée sur au moins trois ans, poursuit Bernard Motulsky. On ne change pas les mentalités en trois mois. Mais l'idée, c'est de convaincre les Québécois que notre avenir passe par le savoir.»

Comme cet objectif ne concerne pas seulement les universités et compte tenu des moyens financiers limités des établissements, on a sollicité des partenaires extérieurs pour soutenir la campagne. Le gouvernement du Québec, Hydro-Québec et Sanofi Aventis, entre autres, ont offert une contribution financière au projet. Grâce aux 750 000 \$ récoltés auprès des partenaires jusqu'à maintenant, on prévoit déjà pouvoir déployer la campagne dans les médias télévisés lors d'une seconde phase, l'année prochaine ●

## 28 mars 2008 – BHOPAL, Inde

Ils sont une cinquantaine de rescapés du désastre de 1984 et de manifestants de la coalition International Campaign for Justice in Bhopal à avoir complété une marche de 800 km, de Bhopal à New Delhi, pour réclamer justice du gouvernement indien et lui rappeler ses promesses non tenues, 24 ans après la catastrophe: décontaminer le site de l'usine désaffectée de Union Carbide à l'origine du plus grand accident industriel de l'histoire, qui a fauché 20 000 personnes et fait 500 000 malades chroniques, handicapés et victimes secondaires; assainir l'eau contaminée que consomment 25 000 personnes autour du site; indemniser les victimes qui ne l'ont pas encore été et poursuivre les actions judiciaires contre Union Carbide, rachetée en 2001 par Dow Chemical qui nie toute responsabilité.

#### RAPPEL DES FAITS:

- 3 décembre 1984, une cuve explose libérant 42 tonnes d'isocyanate de méthyle (MIC) dans l'atmosphère, un composé du pesticide Sevin que fabrique Union Carbide en Inde, provoquant des problèmes oculaires, dont la cécité, et une insuffisance respiratoire immédiate. La catastrophe entraîne aussi, deux générations plus tard, des cancers, des problèmes de stérilité, des malformations génétiques ou insuffisances physiologiques multiples;
- En 1989, Union Carbide et le gouvernement indien s'entendent sur une indemnisation globale de 470 millions US pour les victimes, alors que la requête initiale de 3 milliards \$ incluait la décontamination du site;
- Les victimes ont reçu environ 350 \$ US pour des blessures ou incapacités dont elles auront à souffrir toute leur vie;
- Le solde des indemnisations retenu par le gouvernement indien a finalement été distribué aux victimes en 2004, année du 20<sup>e</sup> anniversaire de la tragédie, avec les intérêts accumulés;
- L'Inde et la Chine sont les deux pays les plus accueillants de la planète pour les industries chimiques fabriquant les produits les plus dangereux. Dow Chemical a promis d'investir massivement en Inde à condition de n'avoir aucun problème avec Bhopal.

#### Sur INTERNET :

[www.bhopal.net](http://www.bhopal.net)

[www.ilfautlesavoir.com/presse/BHOPAL-1984-2004](http://www.ilfautlesavoir.com/presse/BHOPAL-1984-2004)

## L'UQAM

Le journal L'UQAM est publié par le Service des communications, Division de l'information.

#### Directeur des communications

Daniel Hébert

#### Directrice du journal

Angèle Dufresne

#### Rédaction

Marie-Claude Bourdon, Anne-Marie Brunet,

Pierre-Etienne Caza, Claude Gauvreau

#### Photos

François L. Delagrave

#### Conception de la grille graphique

Jean Gladu, designer

#### Graphisme

Geneviève Ouellet

#### Infographie

André Gerbeau

#### Publicité

Isabelle Bérard

Communications Publi-Services Inc.

(450) 227-8414, poste 300

#### Impression

Payette & Simms (Saint-Lambert)

#### Adresse du journal

Pavillon Berri, local WB-5300

Téléphone : (514) 987-6177 • Télécopieur : (514) 987-0306

#### Adresse courriel

journal.uqam@uqam.ca

#### Version Web du journal

www.journal.uqam.ca/

#### Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN 0831-7216

Les textes de L'UQAM peuvent être reproduits, sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.

## UQAM

Université du Québec à Montréal

Case postale 8888, succ. Centre-ville, Montréal

Québec H3C 3P8

# Pour ou contre Facebook?

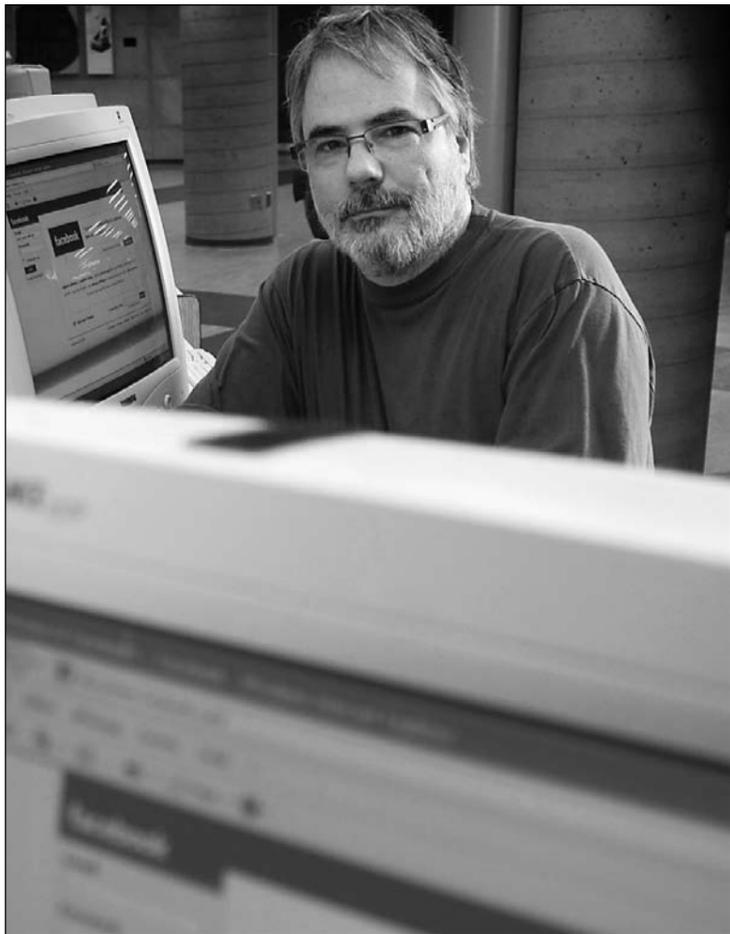


Photo: François L. Delagrave

André Mondoux, chargé de cours au Département de sociologie et à l'École des médias.

## Pierre-Etienne Caza

Avec 70 millions d'utilisateurs à travers le monde, dont plus de sept millions au Canada, Facebook est devenu l'une des interfaces de réseautage parmi les plus populaires, mais le phénomène possède aussi de féroces détracteurs. La comédienne Jessica Barker, par exemple, a lancé récemment avec une amie un site Web anti-Facebook où l'on peut se procurer des t-shirts portant l'inscription «FuckFacebook» qui se vendent comme des pains chauds. Comme Facebook semble laisser peu de gens indifférents, le journal a assisté au bar des sciences intitulé *Facebook: n'y avez-vous que des amis?*, qui avait lieu le 17 avril dernier au Cœur des sciences, en guise de clôture aux activités organisées par le Département d'informatique pour promouvoir ses programmes d'études et ses activités de recherche.

La consultante en stratégie, gestion et marketing par Internet, Michelle Blanc, a été la première à répondre aux détracteurs du réseau. «Facebook n'est pas plus dangereux qu'un bottin téléphonique, a-t-elle souligné. C'est vous qui vous mettez en scène et vous devez veiller à choisir de quelle façon.» Le thème de la responsabilité individuelle en regard de la protection

des renseignements privés est revenu à quelques reprises durant la soirée. «Il faut faire attention à ce que l'on y révèle de soi et certains ne l'ont pas encore compris», a observé le professeur Daniel Memmi, du Département d'informatique. «95 % des vols d'identité ont lieu parce que l'on vole ce qu'il y a dans vos poubelles, a poursuivi Mme Blanc. Ceux qui jouent à l'épouvantail en pointant Facebook et Internet devraient plutôt s'acheter une déchetueuse!»

## Sécurité élémentaire

Tous ont cependant convenu qu'il était nécessaire de bien informer les gens sur les règles de base de la sécurité informatique avant de laisser des néophytes se créer un profil sur Facebook ou tout autre réseau du même genre. «J'ai initié ma mère de 86 ans à l'informatique et à Internet il y a trois ou quatre ans, et je lui ai dit qu'elle ne devait pas divulguer trop d'informations personnelles sur ce type de réseau», a raconté le professeur Jean-Claude Guédon, du Département de littérature comparée de l'Université de Montréal, qui participait à la discussion.

Pour le journaliste et blogueur Patrick Lagacé, Facebook est un outil convivial et accessible. «Je suis paresseux et Facebook m'est très utile pour avoir des nouvelles de mes amis»,

# Recherche diplômés en informatique!

À vis aux étudiants du secondaire, du cégep ou même aux étudiants universitaires souhaitant se réorienter: le domaine des technologies de l'information et des communications (TIC) a désespérément besoin de main-d'œuvre. «Il y a environ 7 000 emplois disponibles par année et les cégeps et les universités ne réussissent pas à répondre à la demande», affirme Abdellatif Obaid, professeur et directeur du Département d'informatique, qui a été témoin, comme tous ses collègues, de la baisse importante d'inscriptions aux programmes en informatique depuis 2003-2004, due selon lui aux répercussions des scandales comme celui de Nortel et à l'éclatement de la bulle technologique.

C'est dans cette optique que le

Département d'informatique a invité, le 17 avril dernier, des décideurs et des professionnels du secteur des TIC – oeuvrant chez Ubisoft, CGI, SNC-Lavallin et Desjardins, entre autres – afin de réfléchir avec les professeurs et les chargés de cours aux avenues à emprunter au cours des prochaines années.

En présence du doyen Yves Mauffette et du vice-doyen Mario Morin, les professeurs ont présenté les activités de recherche et les programmes d'études du département à leurs invités, avant de céder la parole à Mme Sylvie Gagnon, directrice générale de TECHNOCompétences, qui a fait état de l'offre et de la demande dans le domaine des TIC. «Ce furent de bons échanges, qui déboucheront

sans doute sur la création d'un groupe de réflexion permanent composé de professeurs et de gens du milieu», ajoute M. Obaid.

Une campagne de promotion et de recrutement a été réalisée cette année, notamment dans le métro ainsi que dans les cégeps et sur Google, qui se poursuivra l'automne prochain. «Nous souhaitons dire aux jeunes que l'informatique, c'est beaucoup plus que l'utilisation des ordinateurs, dit M. Obaid en riant. C'est une science pleine de défis car les TIC sont omniprésentes dans nos vies, du téléphone cellulaire aux jeux vidéos.» Sans oublier qu'à la clé, il y a des emplois pour tout le monde.

## L'individu consommateur

Selon André Mondoux, Facebook est autoréférentiel, car le réseau parle du réseau et tout ce qui est à l'extérieur lui est étranger. Le but de tout cela? «L'individu dans Facebook est défini comme un consommateur, explique M. Mondoux. On encourage les usagers à effectuer toutes sortes de sondages, de tests et de quiz, à les partager avec leurs amis, etc. On oublie que le but est de faire voir les publicités qui apparaissent sur chacune des pages échangées. Bref, plus les gens sont sociaux, plus la publicité est rentable.»

«L'amitié se mesure, par exemple, en passant un test sur les derniers films hollywoodiens que vous avez aimés, poursuit-il. Autrement dit, c'est un pur produit de la culture industrielle qui sert à mesurer votre degré d'amitié.» Facebook est le parfait exemple, selon lui, d'un système de surveillance que plusieurs redoutaient à l'époque de Big Brother. «Sur Facebook, dès qu'un ami modifie quelque chose sur son profil, tu en es informé. Le contrôle est banalisé. Les gens n'ont même plus à s'espionner entre eux, ils livrent tout d'eux-mêmes.» Et vous, êtes-vous sur Facebook? ●

a-t-il souligné. De là à véritablement qualifier ses 273 amis Facebook comme tels, il y a un pas qu'il ne franchit pas. «Ce ne sont pas tous mes amis, mais je ressens une culpabilité à refuser les demandes», a-t-il ajouté en souriant.

Quelques étudiants ont soulevé des questions sur la vacuité de Facebook et le manque de recul pour évaluer l'impact de ce genre d'outil, mais les réponses des spécialistes n'ont pas donné lieu à de véritables débats, tous s'accordant à voir en Facebook un nouvel outil qui redéfinit notre façon de communiquer socialement et professionnellement.

## L'autre versant de Facebook

Chargé de cours au Département de sociologie et à l'École des médias, André Mondoux n'a pas participé à ce bar des sciences. M. Mondoux est très critique envers Facebook, notamment en ce qui concerne la définition de l'amitié qui y est proposée. «En sociologie, on définit l'amitié par la *philia*, l'amour de l'autre, analyse-t-il. Cela me pousse à aller vers l'autre et à accepter ses différences. C'est tout le contraire sur Facebook, où l'amitié est produite et mesurée par des tests de compatibilité!»

La thèse de doctorat d'André

Mondoux portait sur le phénomène MP3, mais il a récemment appliqué son cadre théorique à Facebook lors d'un colloque intitulé *Émancipation et aliénation*, qui avait lieu à l'UQAM au début du trimestre. Selon lui, les phénomènes contemporains liés aux nouvelles technologies, comme Facebook, sont marqués par l'hyper-individualisation.

«L'individu hyperindividualiste construit son identité non pas en rapport avec les autres, mais en repli sur lui-même, explique-t-il. Il rejette tout ce qui lui est étranger, autant sur le plan des idéologies que de la morale. On le voit avec Facebook, où tout n'est que choix personnels. C'est je, me, moi. L'important n'est pas ce qui est dit et échangé avec les autres, mais le fait de se dire, de modifier son statut, de se raconter en temps réel, ici et maintenant.»

N'y a-t-il pas des groupes de discussion sur Facebook, qui permettent aux gens d'entrer en relation? «Il y a quelques groupes sérieux, mais aussi beaucoup de groupes comme *Les gens qui tournent leur oreiller de côté pour dormir sur le côté frais* (NDLR: cela existe vraiment). C'est n'importe quoi! L'espace public devient une extension de l'égo, et ça passe pour de l'émancipation.»

RÉAGISSEZ À CET ARTICLE  
journal.uqam@uqam.ca



Photo: Michel Giroux

De gauche à droite, on aperçoit Michelle Blanc, consultante en stratégie, gestion et marketing par Internet; Patrick Lagacé, chroniqueur au journal *La Presse*, blogueur sur *Cyberpresse* et coanimateur de l'émission *Les francs-tireurs*; l'animateur Jean-Hugues Roy, journaliste à Radio-Canada; Jean-Claude Guédon, professeur au Département de littérature comparée de l'Université de Montréal; et Daniel Memmi, professeur au Département d'informatique de l'UQAM.

# PUBLICITÉ

# Mesures de rattrapage de la session d'hiver 2008

**Angèle Dufresne**

Le vice-recteur à la Vie académique, M. Robert Proulx, a fait un rapport verbal des impacts de la grève étudiante et des mesures de rattrapage mises en place lors du retour en classe, en informant les commissaires, le 22 avril dernier, qu'un bilan écrit détaillé leur serait soumis à la séance du 27 mai, incluant des recommandations. Les unités les plus touchées sont évidemment la Faculté des Sciences humaines et celle de Science politique et droit (programmes de 1er cycle en science politique).

Trois cas de figures – avec des variantes selon les facultés – rendent compte de presque toutes les situations de rattrapage: 1 ou 2 cours perdus (Faculté des sciences et École des sciences de la gestion); de 2 à 4 cours perdus (facultés des Arts et de Communication); jusqu'à 7 cours perdus (Département de science politique et Faculté des sciences humaines).

À la Faculté des sciences humaines, les trois quarts des cours ont été touchés au premier cycle et la moitié aux cycles supérieurs. Le rattrapage, comme en science politique, s'effectue en ajoutant des cours, des heures aux cours, des travaux et des examens les fins de semaine. Un seul cours de



Photo: François L. Delagrave

**Robert Proulx, nouveau vice-recteur à la Vie académique.**

la session d'hiver 2008 a été annulé, sur plus de 400 cours touchés.

Selon la registraire, Mme Claudette Jodoin, quelque 1 200 inscrits ont abandonné au moins un cours; de ce nombre, plus de 150 étudiants en sciences humaines ont abandonné 2, 3, 4 ou même 5 de leurs cours. Aux cycles supérieurs, une cinquantaine d'étudiants ont aussi abandonné des cours.

En sciences humaines, plus de la moitié des cours rattrapés empiètent sur la session d'été, mais celle-ci se déroulera tel que prévu, sans modifi-

cation à l'horaire.

Le vice-recteur Robert Proulx a précisé qu'il y aurait un post-mortem d'établi avec les étudiants en ce qui regarde les perturbations de la session d'hiver et qu'il faudra tirer des conclusions au terme de l'exercice. Pour septembre 2008, la registraire a déjà prévu une baisse de 2 % des effectifs à titre d'impact direct de la grève sur les inscriptions, mais ces chiffres restent à valider, a-t-elle précisé.

## Nominations

La Commission des études a nommé M. Jean-Pierre Villaggi au poste de vice-doyen aux études de la Faculté de science politique et de droit pour un premier mandat débutant le 1<sup>er</sup> juin 2008 et se terminant le 31 mai 2011. Elle a aussi nommé M. Jean-Pierre Beaud, de la même faculté, vice-doyen à la recherche pour un deuxième mandat se terminant également le 31 mai 2011.

Par ailleurs, les commissaires ont recommandé à l'unanimité, au Conseil d'administration, les candidatures de Mme Ginette Legault à titre de doyenne de l'École des sciences de la gestion et de Mme Anne Rochette à titre de doyenne de la Faculté des sciences humaines. Le C.A. se prononcera sur ces candidatures le 29 avril prochain.

## Télé-Université

Le recteur, M. Claude Corbo, a révélé aux membres de la Commission des études qu'il comptait «mener à terme» d'ici le 31 décembre 2008 le dossier de l'arrimage de la Télunq à l'UQAM.

Il a précisé à ce sujet que les deux

directions devront se rencontrer pour regarder le dossier dans son ensemble afin de trouver un terrain mutuellement bénéfique et satisfaisant pour chacune des unités. Un comité d'examen du dossier sera également mis sur pied sous peu •

## Première interprète en langue des signes admise à l'OTTIAQ

Suzanne Villeneuve, chargée de cours au Département de linguistique et de didactique des langues, est devenue récemment la première interprète en langue des signes à être admise à l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec (OTTIAQ). Il s'agit d'une reconnaissance importante pour la langue des signes québécoise (LSQ) qui est utilisée par les personnes ayant une incapacité auditive.

Rappelons que l'UQAM forme des interprètes français/LSQ depuis 1990 et offre un certificat en interprétation visuelle. Suzanne Villeneuve, qui a entrepris des études de doctorat en

linguistique, a été formée en interprétation à l'Université. Agente de recherche au Groupe de recherche sur la LSQ et le bilinguisme sourd de l'UQAM, elle détient une maîtrise en linguistique et a obtenu une bourse du CRSH et de l'Institut Santé et société.

L'OTTIAQ est un ordre professionnel qui regroupe plus de 1 800 traducteurs, terminologues et interprètes agréés. Il vise à devenir la référence et le lieu de rassemblement au Québec en matière de traduction, de terminologie et d'interprétation.

**SUR INTERNET**  
[www.ottiaq.org/](http://www.ottiaq.org/)

# Bourses en sciences humaines



Photo: Denis Bernier

À l'avant-plan, dans l'ordre habituel, Isabelle Daignault (doctorat, psychologie), Julie Allard (doctorat, histoire), Christelle Lebreton (maîtrise, sociologie) et Julie Rinfret (doctorat, linguistique). À l'arrière-plan, Lisandre Labrecque-Lebeau (maîtrise, sociologie), Antoine Coulombe (maîtrise, travail social), Catherine St-Germain Lefebvre (maîtrise, sciences des religions). La doctorante Annie Paquet (psychologie) n'apparaît pas sur la photo.

La Faculté des sciences humaines a donné récemment un important coup de main financier à huit étudiants des cycles supérieurs. Elle a remis des bourses de fin d'études d'une valeur de 2 000 \$ chacune à quatre candidats à la maîtrise, tandis que quatre doctorantes ont obtenu une bourse de 3 000 \$.

Créé en 2002, le programme de bourses de fin d'études de la Faculté

des sciences humaines vise à soutenir les étudiants en rédaction de mémoire ou de thèse, ainsi qu'à promouvoir l'excellence aux cycles supérieurs et favoriser la réduction de la durée des études. Rappelons que c'est la part facultaire des frais indirects associés aux contrats de recherche obtenus par les professeurs qui permet de financer ces bourses, pour un total d'environ 20 000 \$ par année.

Parmi les sujets de mémoire ou de thèse choisis par les lauréats, mentionnons les formes contemporaines de l'enfermement (corps, espaces dispositifs), la lutte contre l'homophobie et les pratiques d'empowerment auprès des lesbiennes, gais et bisexuels, et l'intégration scolaire des élèves ayant un trouble envahissant du développement en classe ordinaire.

## Cinq prix pour l'UQAM

Le Service des communications de l'UQAM a récolté récemment cinq Prix d'excellence du Conseil canadien pour l'avancement en éducation (CCAÉ): deux OR, deux ARGENT et un BRONZE. Chaque année, le programme des Prix d'Excellence du CCAÉ couronne des réalisations remarquables dans divers domaines, dont ceux des relations avec les diplômés, du développement, des affaires publiques, du recrutement étudiant et des médias imprimés et électroniques. Les lauréats 2008 sont:

### Prix OR

- Mélanie Hérou, conseillère en relations de presse à la Division des relations avec la presse et événements spéciaux, pour le communiqué «Développement durable: l'UQAM lance sa gamme de sacs écologiques», dans la catégorie *Meilleur communiqué de presse-langue française*;
- Marc Bélanger, agent d'information à la Division de la promotion institutionnelle, pour son projet de transformation de bannières promotionnelles en sacs écologiques, dans la catégorie *Meilleure idée nouvelle: la créativité à petit budget*.

### Prix ARGENT

- Dominique Forget, agente d'information à la Division de l'information pour l'article «Montréal, capitale du jeu», paru dans le magazine *INTER-* de l'UQAM (printemps 2007), dans la catégorie *Meilleur article-langue française*;
- Huguette Lucas, conseillère en relations de presse à la Division des relations avec la presse et événements spéciaux, pour le communiqué «Born in the USA? Les médias québécois sous influence», dans la catégorie *Meilleur communiqué de presse-langue française*.

### Prix BRONZE

- Nathalie Benoît, directrice de la Division de la promotion institutionnelle, et Maxim Bonin, agent d'information dans la même division, pour le programme de recrutement «Créer ma carte UQAM», dans la catégorie *Meilleur programme: recrutement d'étudiants*.

Le CCAÉ encourage l'excellence en éducation au Canada et représente les professionnels de l'avancement institutionnel en poste dans les universités, collèges, cégeps, écoles polytechniques et écoles privées à travers le pays.

PUBLICITÉ

# Une vie consacrée à la danse et à l'éducation à la danse

## Anne-Marie Brunet

**D**ena Davida, chargée de cours au Département de danse, directrice artistique et cofondatrice de Tangente, contribue depuis plus de trente ans à la diffusion, à la promotion et à l'enseignement de la danse contemporaine. Elle vient de recevoir le Grand prix 2007 du Conseil des arts de Montréal. Dans la foulée de ce prix, elle a été nommée «Personnalité de la semaine» par le journal *La Presse*.

«Ce prix, je le prends comme une reconnaissance de mes pairs en grand», affirme la lauréate, avec son charmant accent américain. Elle ne croyait pas qu'il était possible d'être encore plus heureuse qu'elle ne l'a été en 2006, quand elle a obtenu la mention d'excellence pour sa thèse de doctorat en études et pratiques des arts à l'UQAM, une étude ethnographique sur la signification d'un événement de «nouvelle danse» montréalaise.

## Elle sera danseuse

Issue d'une famille d'artistes, il était tout naturel pour la jeune Dena de choisir un métier de la scène. Elle touche à tout: le chant classique, le music hall, l'éclairage de la scène, etc. Un jour, elle trouve dans la danse un médium qui lui permet vraiment d'être elle-même sur scène, ce que le théâtre ne lui accorde pas. «J'aimais l'idée de cette franchise de mon corps, qui communique directement avec le public. C'est moi qui saute, c'est moi qui tourne, c'est Dena qui danse.»

## Montréal, la révélation

Née à New York et élevée en Californie, Dena Davida a appris le français à l'école secondaire et dans les universités américaines. Elle aime rappeler que sa mère, qui l'a élevée seule, lui chantait des chansons françaises



Photo: François L. Delagrave

Dena Davida, chargée de cours au Département de danse et directrice artistique et cofondatrice de Tangente.

lorsqu'elle était petite. Elle découvre le Québec francophone, dont elle ignorait l'existence, lors d'un voyage dans l'Est canadien. C'est le choc.

Elle revient un peu plus tard à Montréal pour explorer le domaine de la danse contemporaine. Elle constate qu'elle a quelque chose à offrir à ce milieu qui comporte alors peu de structures et d'institutions. Elle veut contribuer à l'effervescence montréalaise, mais se défend d'être venue imposer la culture américaine. «J'avais déjà cette sensibilité éthique et culturelle qui me fait penser que je ne suis pas là pour montrer aux gens comment faire les choses. Encore aujourd'hui, je ne veux jamais entrer dans le processus créatif d'un chorégraphe. Ce n'est pas à moi de déterminer où va l'esthétique québécoise, ça, c'est l'affaire de

chaque artiste. Je veux soutenir des projets de diffusion, je veux donner un lieu, un public, un contrat, une équipe de soutien.»

## Les liens de Tangente avec l'UQAM

À peine trois ans après son arrivée à Montréal, en 1977, elle fonde Tangente, le premier centre québécois de diffusion en danse contemporaine, avec Louis Guillemette, Silvy Panet-Raymond et Howard Abrams. Pendant les dix premières années de son existence, l'institution est «itinérante», explique Dena Davida. En 1987, elle participe aux débats, avec entre autres des représentants du Département de danse de l'UQAM et du Regroupement québécois de la danse, au sujet d'une maison de la danse, rue Cherrier, l'ac-

tuel pavillon de danse de l'Université. Ce bâtiment est «fantastique» selon Dena Davida parce qu'il comporte trois salles de spectacles actives la plupart du temps... sans compter la piscine-théâtre. C'est aussi un milieu propice pour les échanges entre les intervenants du milieu de la danse.

Dena Davida, s'est entourée d'une petite équipe dynamique pour diriger Tangente. On y trouve deux diplômées de l'UQAM, Fannie Sénéchal, responsable des communications, et Julie Bilodeau, archiviste.

Les finissants du Département de danse de l'UQAM font pratiquement toujours leur premier spectacle professionnel à Tangente dans le cadre de la série «Danses buissonnières». Le jury qui sélectionne les danseurs pour cette série est constitué de jeunes chorégraphes ayant deux ou trois ans d'expérience professionnelle, dont un ou deux diplômés de l'UQAM.

## L'enseignement dans la peau

Au fil des années, Dena Davida s'est imposée dans les milieux scolaire et universitaire en tant qu'enseignante et chercheuse. Spécialiste de la danse éducative, elle enseigne comme chargée de cours à l'UQAM depuis près de vingt ans. «J'aime éveiller les esprits, ouvrir la pensée et le cadre de référence, casser les stéréotypes.» Elle veut briser le mythe très présent dans le milieu de la danse que le corps et l'intellect sont deux choses distinctes...

## Nouveaux projets

D'ici 2010, Tangente va déménager dans un nouveau lieu, idéalement dans le Quartier des spectacles, parce que le bail avec l'UQAM s'achève et que l'espace est devenu trop exigu, mais les liens avec l'Université vont demeurer, rassure Dena Davida. Parmi ses projets, elle prépare un livre sur des questions anthropologiques reliées à la danse, une anthropologie de la danse québécoise et prévoit même ouvrir une librairie de livres sur la danse.

Et la relève à Tangente? Stéphane Labbé, avec qui elle travaille déjà depuis trois ans, est son dauphin. Dena Davida prévoit prendre graduellement un autre rôle. Faire plus d'éducation publique: elle veut aller dans les écoles pour présenter l'artiste et parler de la danse contemporaine aux élèves qui vont assister aux spectacles de danse.

«Ma vie artistique et ma vie de chercheuse ont toujours évolué parallèlement, mais récemment elles commencent à s'intégrer. J'ai fait un bac en théâtre et en danse dans la vingtaine, une maîtrise dans la trentaine et un certificat sur l'analyse du mouvement dans la quarantaine. Dans la cinquantaine, j'ai continué avec un doctorat. L'ère post-doctorale c'est l'ère de l'intégration de la pensée sur le corps et le mouvement. Et la danse, surtout la danse.»

## Semaine internationale de la danse

## Nouvel ouvrage de la collection Santé et société

**L**e 22 avril dernier avait lieu le lancement de l'ouvrage collectif dirigé par Sylvie Fortin, professeure et directrice des études de cycles supérieurs au Département de danse de l'UQAM, *Danse et santé – Du corps intime au corps social*, publié aux Presses de l'Université du Québec (PUQ), dans la collection Santé et société. Sous la présidence de Diane Berthelette, la directrice de l'Institut Santé et société de l'UQAM, l'événement s'est déroulé à l'Agora de la danse, dans le cadre de la semaine internationale de la danse.

## Danse et santé

Que représente la santé aujourd'hui et comment se vit-elle dans la pratique de la danse, un art qui invite à une dévotion «corps et âme»? Cet ouvrage rassemble les écrits d'auteurs du Canada, de France, du Brésil, des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande qui invitent le lecteur à découvrir dif-

férents points de vue sur les rapports au corps et sur la santé en danse professionnelle contemporaine. Il s'adresse à tous les acteurs appartenant aux divers milieux des arts de la scène se trouvant confrontés aux défis que pose la rencontre entre l'art, le corps et la santé.

## L'auteure

Sylvie Fortin se consacre à l'enseignement et à la recherche dans les domaines des approches critiques et socioculturelles du corps et de la danse, des méthodologies de recherche postpositiviste en pratiques artistiques, de l'éducation somatique et de la promotion de la santé. Ces divers intérêts l'ont incitée à développer plusieurs collaborations scientifiques, notamment au sein du Centre de recherche interdisciplinaire sur la biologie, la santé, la société et l'environnement (CINBIOSE).



Photo: Denis Bernier

Sylvie Fortin

# PUBLICITÉ

## Les néo-vieux à l'ère d'Internet

**Pierre-Etienne Caza**

Des grands-parents qui jouent à des jeux vidéos en réseau, qui ne jurent que par leur BlackBerry ou qui clavardent et échangent des photos par Internet avec leurs petits-enfants? La professeure Magda Fusaro, du Département de management et technologie, en a rencontré plusieurs dans le cadre d'une recherche qui se termine ce printemps, et dont elle livrera un aperçu original lors du colloque intitulé *Les néo-vieux et les technologies de l'information et de la communication*, qui aura lieu le 5 mai.

Qui sont les néo-vieux? «Des gens âgés qui ont acquis des habitudes en matière de TIC qu'ils n'avaient pas auparavant», explique Magda Fusaro. Amorcée en 2005 et financée par le CRSH, sa recherche s'intitule «Le rôle des aînés dans le transfert intergénérationnel des technologies de l'information et de la communication (TIC) au sein de la cellule familiale».

Son équipe a recruté 100 participants qui devaient satisfaire à trois critères: posséder un ordinateur avec une connexion Internet, être à la retraite et âgés de 60 à 75 ans, et être grands-parents afin de pouvoir évaluer le transfert intergénérationnel des TIC. Ces participants ont été soumis à un questionnaire électronique et à des rencontres de groupes pour échanger sur leurs pratiques technologiques. Une trentaine d'entre eux ont été retenus pour rédiger, pendant trois mois, des «récits de vie» liés aux TIC en utilisant la plateforme Moodle.

La fin de cette recherche tombe pile, dans la foulée de la *Consultation sur les conditions de vie des aînés*, note Magda Fusaro. Même si aucun résultat officiel n'est disponible pour l'instant, la professeure est en mesure d'effectuer deux constats. «Les



Photo: François L. Delagrave

**Magda Fusaro, professeure au Département de management et technologie et titulaire de la Chaire UNESCO-BELL en communication et développement international.**

néo-vieux que nous avons rencontré ont des pratiques beaucoup plus assidues des TIC que nous l'imaginions au départ, dit-elle. Ils ont même développé des routines technologiques auxquelles ils ne dérogent à peu près pas, comme vérifier leur courriel en se levant ou en prenant leur café.» L'autre constat, c'est que le transfert des connaissances en matière de TIC est loin de s'effectuer uniquement des petits-enfants vers les grands-parents. «C'est même le contraire, dit Mme Fusaro. Ce sont les grands-parents qui en apprennent à leurs petits-enfants. La tendance s'inverse seulement lorsque les petits-enfants atteignent l'âge de 12-13 ans.»

Une dizaine de participants de la recherche viendront témoigner

de leur utilisation des TIC durant ce colloque, auquel participeront aussi des universitaires. «C'est une sorte

de banc d'essai en vue du colloque Intercit «Sociétés branchées: quelle place pour nos aînés?», qui aura lieu

### Ce qui se cache derrière la motivation et la passion

9 mai

Les experts s'entendent pour dire que la motivation permet à une personne de persévérer dans une activité et éventuellement d'atteindre l'excellence. Des théories ont été formulées à ce sujet, mais plusieurs questions demeurent ouvertes. «Plus on avance et plus on se rend compte qu'il reste tellement d'autres choses à comprendre à propos de la motivation», souligne Robert J. Vallerand, professeur au Département de psychologie et directeur du Laboratoire de recherche sur le comportement social, qui s'intéresse au sujet depuis longtemps. Le colloque qu'il organise, intitulé *La motivation dans nos vies: théories et recherches empiriques*, brossera un tableau des connaissances actuelles sur la motivation sociale et la passion dans divers secteurs de la société, et ce, à la lumière des théories contemporaines.

### Encore du chemin à faire pour les TIC à l'université

6 mai

Certains professeurs ont intégré les technologies de l'information et de la communication (TIC) à leur enseignement, certes, mais quelle utilisation en font-ils? «Se contenter de lire des diapositives Powerpoint durant un cours n'apporte rien de plus sur le plan pédagogique, souligne la professeure Louise Ménard, responsable, avec son collègue Christian Bégin du Département d'éducation et pédagogie du colloque intitulé *Le rôle des technologies dans l'enseignement et l'apprentissage à l'université*. Ce colloque de l'Association internationale de pédagogie universitaire se penchera sur les défis que doivent relever les universités et les professeurs pour rendre possible une intégration pédagogique réussie des TIC dans l'enseignement et l'encadrement des étudiants, notamment en termes de soutien à l'apprentissage.

à l'UQAM les 29 et 30 mai prochain», conclut Magda Fusaro ●

de leur utilisation des TIC durant ce colloque, auquel participeront aussi des universitaires. «C'est une sorte

## Collèges et universités Des étudiants en mouvance

**Claude Gauvreau**

Les étudiants des milieux collégial et universitaire au Québec et au Canada ont-ils des valeurs, des comportements sociaux et des parcours différents de ceux des générations précédentes? Le colloque «Les étudiants en mouvance: quels défis pour les collèges et les universités?», qui se tiendra le 8 mai prochain, tentera de répondre à cette question.

Selon Pierre Doray, coresponsable du colloque et directeur du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST), «la figure classique de l'étudiant issu d'une famille relativement aisée capable de financer ses études universitaires a fait place à celle de l'étudiant boursier qui a recours à l'aide financière de l'État. Autre caractéristique, 60 % des étudiants nouvellement inscrits dans le réseau de l'Université du Québec à l'automne 2006 étaient de première génération, c'est-à-dire des étudiants dont les parents n'ont pas fait d'études postsecondaires.»

Le colloque sera aussi l'occasion de présenter les premiers résultats d'une recherche sur les facteurs qui influencent le parcours scolaire des étudiants au Québec et au Canada. Des chercheurs du CIRST et du Consortium d'animation sur la persévérance et la réussite dans l'enseignement supérieur (CAPRES) de l'Université du Québec, se sont intéressés aux transitions scolaires, comme le passage du secondaire au cégep, puis à l'université, ou le passage du marché du travail à l'université, dans le cas d'un



Photo: François L. Delagrave

**Pierre Doray, professeur au Département de sociologie et directeur du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST).**

retour aux études. «Chose certaine, dit Pierre Doray, les parcours sont de moins en moins linéaires. Entre janvier 2000 et décembre 2003, 48 % des étudiants dans les provinces de l'Ouest ont quitté le système scolaire pour différentes raisons, certains pour aller sur le marché du travail, alors que d'autres revenaient après une pause de deux ou trois ans. On constate également une croissance, en particulier dans le réseau de l'UQ, du nombre d'adultes qui retournent aux études pour faire un certificat ou un baccalauréat et, enfin, que plus les programmes de formation sont nombreux et diversifiés, plus il y a de bifurcations dans les trajectoires.»

Ouvrir davantage les établissements collégiaux aux adultes et assurer la persévérance aux études, tout en maintenant la qualité et la diversité de la formation, comptent parmi les principaux défis auxquels sont confrontés les responsables de l'éducation, souligne M. Doray. «On sent par ailleurs une inquiétude chez les enseignants québécois du collégial qui, dans trois ans, accueilleront les premiers étudiants ayant connu le renouveau pédagogique au secondaire. La question est de savoir si l'approche par compétences prônée par la réforme aura permis l'acquisition de solides connaissances disciplinaires.» ●

### Les algues bleues seront-elles de retour?

8 mai

En 2007, plus de 130 lacs québécois ont été touchés par des avis préventifs de prolifération de cyanobactéries, communément appelées algues bleues-vertes. «Nous risquons d'en entendre parler à nouveau cet été, car la population est inquiète face à cette problématique et voudra savoir si la situation s'améliore», souligne le professeur Philippe Juneau, du Département des sciences biologiques, qui organise le colloque intitulé *Les causes et les conséquences de la prolifération et de la toxicité des cyanobactéries*. «Les programmes de détection et les systèmes de veille actuels sont un pas dans la bonne direction et donnent des résultats», analyse M. Juneau, qui est titulaire de la Chaire de recherche du Canada en écotoxicologie des microorganismes aquatiques.

### Les défis de l'intégration

8 et 9 mai

La diversité sociale et culturelle pose de grands défis sociaux depuis une dizaine d'années, tant au Québec et au Canada que dans d'autres pays. Dans un contexte de crise identitaire et de revendications portées à la fois par des mouvements d'émancipation et des forces conservatrices, les acquis de l'ouverture à la diversité seraient-ils en voie d'être freinés par des tendances inverses? Cette question sera au centre du colloque «Diversité et intégration mises au défi: de l'ouverture au resserrement?», dont la responsable est la professeure Micheline Labelle, directrice du Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté (CRIEC). Le colloque se penchera sur l'équilibre à établir entre la valorisation de la diversité, l'intégration et le maintien du caractère laïc et égalitaire des normes sociales.

## Santé: comment mesurer les retombées de la recherche?

6 mai

Les performances des chercheurs en santé des populations sont encore évaluées selon des critères académiques traditionnels, comme le nombre de publications scientifiques et le montant des subventions obtenues. Ces critères, toutefois, ne permettent pas d'apprécier les retombées sociales de la recherche, ni les activités destinées à accroître l'utilisation de la recherche par les partenaires du milieu. Le colloque intitulé «Appréciation des retombées de la recherche en santé des populations» propose de réfléchir sur l'élaboration d'outils et de paramètres permettant de mieux tenir compte de la diversité des approches dans ce domaine, de la nature des groupes ciblés et du contexte dans lequel les études sont menées. Les coresponsables du colloque sont les professeurs Diane Berthelette, directrice de l'Institut Santé et société de l'UQAM, et Pierre Bergeron, de l'Université Laval.

## Gouvernance et démocratie dans les Amériques

6 et 7 mai

Organisé par l'Observatoire des Amériques de l'UQAM, en collaboration avec le Collège des Amériques de l'Organisation universitaire interaméricaine, ce colloque bilingue (français-espagnol) vise notamment à faire connaître les travaux de chercheurs venus de l'Amérique du Sud. Ces derniers présenteront des expériences et recherches de terrain en matière de gouvernance et de démocratie, en lien avec les questions des femmes, des autochtones et de la santé. La participation citoyenne au Venezuela, l'établissement d'un Conseil autochtone de bonne gouvernance dans une région du Chiapas au Mexique et le développement d'un gouvernement en ligne en Argentine figurent parmi les sujets qui seront abordés. Le colloque soulignera aussi le dixième anniversaire de l'Observatoire des Amériques que dirige le professeur Dorval Brunelle, du Département de sociologie, également responsable de l'événement.

## Communications et santé au Québec: enjeux de communication dans un système de santé en transformation

7 mai

La santé n'est pas seulement une affaire médicale. Elle est le produit de l'organisation sociale, de la division du travail et des conditions de vie. Chantal Arousseau, professeure au Département de communication sociale et publique, et Nadine Martin, doctorante en communication, organisent un colloque qui a pour objectif d'analyser les enjeux de communication que posent les transformations du système de santé québécois. Il y sera abordé d'autres questions du défi que représentent les relations avec les médias pour les chercheurs, des forums consacrés à la santé sur Internet et de la transformation des relations entre médecins et patients, de la diversité ethnique et des soins à domicile.

# Signaux du corps et santé mentale

Marie-Claude Bourdon

À l'Hôpital Rivière-des-Prairies, un hôpital pédopsychiatrique qui reçoit des enfants aux prises avec de graves problèmes de panique, d'anxiété ou de stress, un programme thérapeutique basé sur un jeu d'aventure en gymnase produit des résultats extraordinaires. Après 12 séances, 53 % des jeunes notent une amélioration de leurs symptômes et 39 % une amélioration importante, ce que confirment leurs parents. Ces résultats seront présentés pour la première fois lors d'un colloque intitulé «Maladie mentale et corrélations physiologiques», organisé par le physiologiste Alain Steve Comtois, professeur au Département de kinanthropologie.

«Ce colloque a pour objectif d'explorer les liens qui existent entre des systèmes physiologiques comme la respiration et la fréquence cardiaque et différents aspects de la maladie mentale», dit le professeur. Ainsi, la «thérapie d'autorégulation par les activités d'aventure» de l'Hôpital Rivière-des-Prairies, mise au point par ses collègues kinésologues Michel Caouette et Tommy Chevrette, est une illustration de la relation étroite qui existe entre l'angoisse et certains signaux physiologiques.

«Le but du jeu, qui ressemble à une piste d'hébertisme, avec obstacles, espaliers, poutres en hauteur sur lesquelles il faut marcher sans tomber, est d'amener le jeune à prendre conscience des signaux physiologiques associés à un stress – la respiration qui s'accélère, le cœur qui débat – pour mieux les contrôler», explique Alain Steve Comtois. On travaille ensuite à faire le lien entre ce qui est vécu dans le gymnase et à l'extérieur. Ainsi, un enfant qui avait une peur maladive des chiens, au point de s'enfermer à



Photo: Denis Bernier

Alain Steve Comtois, professeur au Département de kinanthropologie, organise un colloque intitulé «Maladie mentale et corrélations physiologiques».

la maison, en est arrivé à maîtriser sa phobie. «Quand une personne se met à paniquer, si elle se concentre sur ce qui se passe en elle au niveau physiologique et qu'elle arrive à reprendre le contrôle à ce niveau-là, elle va pouvoir en même temps reprendre le contrôle sur sa peur», précise le professeur.

D'autres chercheurs du domaine de la santé mentale qui recueillent des données physiologiques seront présents au colloque. Donald Venne, étudiant à la maîtrise en kinanthropologie, fera une présentation sur l'aryth-

mie sinusale respiratoire. La professeure Kim Lavoie, du Département de psychologie, parlera de ses résultats de recherche sur l'impact des troubles psychiatriques sur la maladie pulmonaire obstructive chronique, ainsi que sur le lien entre les processus inflammatoires et les troubles de l'humeur chez les patients cardiaques. Parmi les autres présentations, les liens entre le sommeil et divers troubles mentaux seront discutés de même que les liens entre stress et réponse immunitaire ●

## Prix de la recherche de l'ESG UQAM



Photo: Denis Bernier

L'École des sciences de la gestion a honoré, le 23 avril dernier, trois professeurs lauréats de ses «Prix de la recherche». Le prix *Carrière*, accordé à un professeur chercheur établi, a été remis à titre posthume à Jean Perrien, décédé le 1<sup>er</sup> novembre 2007, tandis que deux prix *Relève*, décernés à des professeurs qui ont débuté leur carrière depuis moins de sept ans, ont été attribués à Kathleen Bentein et Kristian Behrens. Sur la photo,

on aperçoit le vice-recteur à la Vie académique, Robert Proulx; les lauréats des Prix *Relève* Kristian Behrens et Kathleen Bentein; la titulaire de la Chaire de management des services financiers, Line Ricard; la fille de M. Jean Perrien, Sarah Perrien, le vice-doyen à la recherche de l'ESG UQAM, Guy Cucumel, et le doyen de l'ESG UQAM, Pierre Filiatrault.

## Valeurs, normes et constructions identitaires: les processus d'identification dans le monde gréco-romain

5 mai

Ce colloque-atelier, mis sur pied par Renaud Lussier et Sébastien Goupil, tous deux doctorants en histoire, porte sur les constructions identitaires dans le monde gréco-romain, une problématique reflétant les préoccupations actuelles à l'égard de la notion d'identité. L'événement permettra de se pencher sur le thème de l'organisation sociale et politique des cités, de mettre en perspective les fondements de l'inclusion et de l'exclusion (citoyens/étrangers, urbains/ruraux) et de s'interroger sur les notions d'altérité et de stéréotype (Grecs-Romains/Barbares, Paiens/Chrétiens), ainsi que sur la formation des identités civiques et ethniques.

## Mises en œuvre de la relation biographique: frontières et médiations

7 mai

Robert Dion, professeur au Département d'études littéraires, Audrey Lemieux, étudiante à la maîtrise, et Manon Auger, doctorante, organisent un colloque sur le genre biographique, et plus particulièrement sur la relation qui unit le biographe et la personne sur laquelle porte la biographie. Les participants s'intéressent aux barrières qui se dressent entre biographe et biographé, que ce soit le caractère impénétrable d'une vie, les mystifications de l'œuvre, le contexte sociohistorique, le genre, l'appartenance culturelle ou la position institutionnelle.

# Jacques Marquis, un chef d'orchestre à sa manière

**Pierre-Etienne Caza**

Jacques Marquis possède un cheminement atypique. Ses études collégiales combinaient les sciences pures et le piano. À l'université, il a d'abord opté pour un baccalauréat en musique, puis il en a complété un autre... en administration des affaires! «Je savais que je ne ferais pas carrière comme pianiste, confie-t-il. J'étais à l'aise avec les chiffres et la gestion dans le monde des arts m'attirait.» Cela lui a bien réussi, car il est aujourd'hui directeur général et artistique des Jeunesses Musicales du Canada, un organisme à but non lucratif présent dans sept provinces et qui se présente comme le plus grand diffuseur de musique classique au pays. L'École des sciences de la gestion lui décerne son Prix Reconnaissance UQAM 2008 pour ses grandes qualités de gestionnaire et d'organisateur.

## L'Orchestre Métropolitain du Grand Montréal

Sa carrière d'administrateur dans le domaine musical a débuté à l'Orchestre Métropolitain du Grand Montréal (OMGM), en 1994, où il s'est d'abord occupé de la comptabilité, avant d'être promu directeur administratif. «La comptabilité est une bonne école, car quand tu connais les chiffres, tu



Photo: François L. Delagrave

**Jacques Marquis, lauréat du Prix Reconnaissance UQAM 2008, décerné par l'ESG UQAM.**

connais l'entreprise», souligne-t-il.

M. Marquis a constaté très tôt que la plupart des entreprises culturelles ne sont pas gérées par des artistes, mais bien par des hommes d'affaires, amoureux de la culture, certes, mais aussi très exigeants. Le premier président du conseil d'administration de l'OMGM qu'il a côtoyé fut Pierre Péladeau. «J'avais intérêt à être préparé en réunion, dit-il en riant. C'était un homme très autoritaire, mais qui avait un engagement profond envers cette organisation.»

## Les Jeunesses Musicales

En 2002, M. Marquis obtient le poste de directeur général et artistique des Jeunesses Musicales du Canada (JMC). Comme lui, la moitié de la vingtaine d'employés possède un baccalauréat en musique. «Nous sommes animés par la même passion, explique-t-il. Notre mandat est de faire la promotion de la musique classique auprès des jeunes et du grand public, et de soutenir la carrière de jeunes musiciens.»

Chaque année, les JMC mettent sur pied quelque 700 concerts, dont plus de la moitié s'adresse aux enfants et aux familles. «Il y a un désengagement au niveau de l'éducation musicale dans les écoles, alors qu'il est primordial que les jeunes puissent assister à un concert au moins une fois par année, affirme M. Marquis. La musique, comme le sport, est une fenêtre sur la vie et peut aider certains jeunes à trouver leur voie.»

Les concerts organisés aux quatre coins du pays par JMC se donnent dans des salles de spectacle, dans les écoles ou même dans les centres de la petite enfance! Dans la salle de diffusion des JMC, sur le Plateau Mont-Royal, plus de 10 000 enfants par année assistent à des concerts donnés par des musiciens chevronnés, qui ont choisi ce créneau par amour de la musique.

Les JMC donnent également un coup de pouce aux jeunes musiciens âgés de 20 à 30 ans. Le Concours musical international de Montréal, dont Jacques Marquis est aussi directeur général et artistique, est souvent le point de départ de leur carrière. Ce concours s'adresse en alternance aux chanteurs, violonistes et pianistes. «Nous recevons habituellement près de 200 candidatures provenant de 140 pays», dit-il. Les lauréats participent ensuite à une tournée mise sur pied par les JMC.

## Les 60 ans des JMC

Passionné par son travail, Jacques Marquis s'implique également comme entraîneur au hockey et au soccer.

«Mon agenda est encore plus serré le week-end, dit-il en riant. J'adore m'investir de façon bénévole, ça me permet de passer du bon temps en famille.»

L'an prochain, il célébrera les 60 ans des JMC, fondé en 1949 par Gilles Lefebvre. «Notre objectif est de rétablir les ponts d'un océan à l'autre et de pouvoir offrir des concerts dans les dix provinces», annonce-t-il.

Le lauréat du Prix Reconnaissance de l'ESG UQAM se dit très touché. «Je suis heureux de pouvoir représenter les gestionnaires du milieu culturel, qui sont un peu les parents pauvres de la gestion, mais qui accomplissent un boulot formidable», conclut-il.

# L'implication citoyenne selon Michel Venne

**Pierre-Etienne Caza**

La Faculté de communication décerne son Prix Reconnaissance UQAM 2008 à l'auteur, journaliste, chroniqueur, fondateur et directeur général de l'Institut du Nouveau Monde, Michel Venne, pour son exceptionnel engagement dans la société québécoise et pour son important apport aux débats d'opinion. Pourtant, le principal intéressé a failli ne jamais étudier à l'UQAM, puisqu'il avait d'abord été refusé au baccalauréat en communication! «Il existait heureusement une procédure d'appel, se rappelle Michel Venne. Le comité qui m'a finalement admis était composé d'un professeur et d'un étudiant. Il s'agissait de Pierre Bourgault dont j'ai adoré les cours par la suite et de Guy A. Lepage.»

Michel Venne a amorcé ses études à l'UQAM en 1979, en même temps que sa carrière de reporter dans des médias communautaires, ce qui l'a forcé à étudier quelques années à temps partiel. «Mon dernier travail de session du baccalauréat, je l'ai envoyé par télécopie de la colline Parlementaire à Québec, où j'étais correspondant pour la *Presse canadienne*», raconte-t-il.

Après l'obtention de son diplôme, Michel Venne passe au *Devoir*, toujours à titre de correspondant parlementaire

à Québec. «J'ai été en poste de 1990 à 1999, ce qui m'a permis de couvrir l'échec de l'Accord du lac Meech, le référendum de Charlottetown, la Commission Bélanger-Campeau, la création du Bloc québécois et le référendum de 1995. Je suis devenu par la force des choses un spécialiste de la politique québécoise.»

En 1996, il est nommé éditorialiste au *Devoir*, tout en poursuivant son travail de chroniqueur à Québec. «C'était assez inusité, car je recueillais les propos des politiciens pour mes articles et je pouvais les commenter le lendemain dans un éditorial, dit-il en riant. J'ai dû être vigilant pour ne pas confondre les genres et préserver la relation de confiance que j'entretenais avec les politiciens.»

Pour Michel Venne, écrire un éditorial, ce n'est pas fait pour se défouler, mais bien pour énoncer des opinions qui contribuent à faire avancer le débat public. Il faut selon lui fournir aux lecteurs matière à réflexion et aux gouvernements des idées fortes, qui les aident à mieux gouverner. C'est ce devoir de responsabilité qui l'a mené à la création de l'INM.

## L'Institut du Nouveau Monde

Le journalisme est un métier extraordinaire, insiste Michel Venne, qui



Photo: François L. Delagrave

**Michel Venne, lauréat du Prix Reconnaissance UQAM 2008 décerné par la Faculté de communication.**

a également été rédacteur en chef adjoint au *Devoir*, puis directeur de l'information et collaborateur externe. «Quand on souhaite faire avancer les choses, informer ne suffit pas, dit-il. Il faut rassembler les gens, débattre et proposer des solutions.»

C'est ce que s'emploie à faire depuis 2002 l'Institut du Nouveau Monde (INM), qui organise des activités pour les jeunes et pour le grand public. Son École d'été, par exemple, qui a lieu à

PUBLICITÉ

Suite en page 10 ►

# Pierre Renaud, policier, étudiant et... concepteur!

Claude Gauvreau

Tout a commencé sur le coin d'une table de cuisine. Pierre Renaud, policier à la Sûreté du Québec, cherchait un moyen de stimuler son fils de 6 ans à apprendre à lire. Avec un morceau de carton et des crayons couleur, il bricole un jeu de société en s'inspirant du matériel pédagogique de l'école primaire que fréquente son garçon. Et ça marche! Trois ans plus tard, en 2005, son jeu éducatif baptisé *Récréation* est commercialisé. Aujourd'hui, il est vendu à travers le Canada et l'Association des consommateurs du Québec le recommande dans son Guide annuel des jeux publié par le magazine *Protégez-Vous!*

Le succès remporté par *Récréation* lui donne une autre idée. Épaulé par des professeurs de l'UQAM, de l'Université de Montréal et l'Association des orthopédagogues du Québec, il lance en décembre 2007 le premier Concours national de lecture, basé sur le jeu *Récréation*, auquel participent 2 500 élèves d'écoles primaires situées dans les milieux les plus défavorisés du Québec. «Nous avons misé sur une approche ludique pour accroître l'intérêt des enfants pour la lecture», explique le policier qui a présenté récemment le bilan de cette expérience au Congrès de l'Association québécoise des troubles d'apprentissage.

Étudiant à la maîtrise en éducation à l'UQAM depuis septembre dernier, Pierre Renaud rappelle que les habiletés de base en lecture sont une des composantes essentielles du développement cognitif et langagier. L'acquisition se fait au cours des trois premières années du primaire et conditionne la plupart des apprentissages subséquents. Malheureusement, ajoute-t-il, «des enfants issus de familles défavorisées sont deux fois plus susceptibles d'accuser un retard à ce chapitre que ceux provenant de familles mieux nanties.»

Poursuivant ses études à temps partiel, le policier coordonne également le programme provincial d'intervention en milieu scolaire de la Sûreté du Québec, destiné à combattre la violence, la drogue et le *taxage*. «J'aime avoir un impact positif sur les jeunes, dit-il. C'est ce qui m'a conduit vers le monde de l'éducation.»

## Apprendre à lire tout en s'amusant

*Récréation* repose sur les mots-étiquettes, méthode d'apprentissage de la lecture utilisée au premier cycle du primaire. Il s'agit de petits carrés de carton sur lesquels on peut lire le mot à apprendre au recto et voir l'illustration correspondante au verso. «L'enfant reconnaît globalement un groupe de lettres formant un mot et l'associe à l'illustration mémorisée», explique M. Renaud.

Le jeu comprend 250 mots-étiquettes et comporte un parcours dont la case départ est une école et la case d'arrivée... un parc d'amusement. C'est la lecture et l'épellation correctes des mots qui permettent aux joueurs d'avancer. Si l'enfant lit bien, il peut avancer en épelant le mot, franchissant autant de cases qu'il y a de let-



Photo : Michel Giroux

**Pierre Renaud, étudiant à la maîtrise en éducation, est le concepteur du jeu de société éducatif *Récréation*, disponible à la Didacthèque de l'UQAM.**

tres. On trouve aussi des cases qui font avancer ou reculer : *tu as dérangé les autres pendant la classe, recule de deux cases... tu as eu zéro faute dans ta dictée, avance de trois cases.*

«Le pédagogue et philosophe américain John Dewey avait compris au début du siècle qu'il fallait intégrer les contenus des apprentissages dans une

expérience concrète et signifiante pour l'enfant. *Récréation* s'inspire de cette idée», souligne M. Renaud.

## Un outil pédagogique complémentaire

L'été dernier, le policier Renaud a consacré ses vacances à l'organisation du premier Concours national

de lecture. Mais ça valait le coup, affirme-t-il. «Des enseignants dont les écoles avaient participé au concours m'ont dit que le jeu était devenu un outil pédagogique complémentaire, à la fois stimulant et efficace. D'autres m'ont raconté que les enfants le réclamaient lors des périodes de jeux libres. Une directrice d'école à Montréal m'a même confié qu'un élève, particulièrement silencieux depuis deux ans, s'était mis à parler pour jouer à *Récréation*.»

Une deuxième édition du concours, s'adressant toujours aux élèves de milieux défavorisés, aura lieu en décembre prochain. «Je veux mesurer l'impact de la compétition sur la motivation des enfants pour la lecture,

ce qui constituera l'objet de mon mémoire», dit l'étudiant. Pour ce faire, il effectuera de l'observation de terrain pendant le déroulement du concours et organisera des groupes de discussion avec des élèves et des enseignants.

Avec le recul, Pierre Renaud se dit qu'il a eu raison de persévérer. «J'ai eu aussi la chance de rencontrer des professeurs qui m'ont encouragé à faire des recherches et à m'inscrire à la maîtrise en éducation, même si je n'avais aucune expérience en enseignement. Qui sait, peut-être que j'ai été pédagogue dans une vie antérieure?»

Épilogue: le fils de Pierre Renaud a maintenant 12 ans et lit plus que son père! ●

## SUR LE BOUT DE LA LANGUE

### Que doit-on dire?

- Renverser ou casser un jugement?
- Faire passer ou administrer un test?
- Changer ou vidanger l'huile de son moteur?
- Pratiquer ou travailler son piano?
- Un comité mixte ou conjoint?
- Trouver des alternatives ou des solutions de rechange?
- Compléter ou remplir un formulaire?
- Une étude sur le marché intérieur ou domestique?
- On est admissible ou éligible à un emploi?
- Délivrer ou émettre des permis?

Contrairement aux anglicismes lexicaux, qui sont des emprunts directs de termes anglais (*overtime, joke, coat, bargain*), les anglicismes sémantiques sont des mots français utilisés dans le sens d'un mot anglais qui leur ressemble. On appelle aussi ces anglicismes «faux amis». Ainsi, l'emploi de *renverser* (*to reverse*) dans le sens de *casser* un jugement est un anglicisme, même si le mot *renverser* est parfaitement français.

De même, sont de faux amis les mots : *administrer* dans le sens de «faire passer», *changer* dans le sens de «vidanger», *pratiquer* dans le sens de «travailler», *conjoint* dans le sens de «mixte», *alternatives* dans le sens de «solutions de rechange», *compléter* dans le sens de «remplir», *domestique* dans le sens d'«intérieur», *éligible* dans le sens d'«admissible» et *émettre* dans le sens de «délivrer».

On dira également : prendre un bain dans une *baignoire* (et non dans un *bain*); il a finalement répondu à ma question (et non *éventuellement*); composer l'*indicatif* régional (et non le *code* régional); j'ai réparé la *fissure* dans le mur (et non la *craque*).

En tout cas, les anglicismes nous causent beaucoup de *soucis* (et non de *trouble*)!

Avec la collaboration de Sophie Piron, professeure au Département de linguistique et de didactique des langues

## PUBLICITÉ

# Formations linguistiques en entreprise

Anne-Marie Brunet

Certaines entreprises font appel à leurs services, mais également les cadres et les professeurs de l'UQAM qui doivent se préparer à assister à une conférence ou présenter à l'étran-

ger une communication en anglais ou dans une autre langue. Il s'agit d'Éric Buisson et de Monique Corbeil, responsables des Formations linguistiques en entreprise de l'UQAM.

Ces formations non créditées ne sont plus rattachées à l'École de lan-

gues, mais au Bureau des ressources académiques, précise Éric Buisson. Selon lui, l'UQAM est la seule université à Montréal à proposer un programme aussi structuré pour les entreprises. «Avec le site Web, inauguré en décembre 2007, nous avons essayé de construire quelque chose de concret, avec une approche pédagogique et administrative, pour essayer de faire un tout cohérent», explique-t-il.

## Clientèle visée

Comme son nom l'indique, ce service s'adresse d'abord au milieu des affaires. Il compte parmi sa clientèle des cabinets d'avocats, différentes entreprises industrielles, pharmaceutiques, informatiques et quelques entreprises culturelles.

Par ailleurs, 40 % de la clientèle est uqamienne. Les formations à l'UQAM se donnent tout au long de l'année, mais les employés profitent souvent de la période estivale pour apprendre ou perfectionner une langue (en cours privé ou par petits groupes en immersion).

## Des formations adaptées aux besoins de l'entreprise

Plusieurs formules sont proposées aux

entreprises : formation individuelle ou en groupe de deux à quatorze participants, le coaching linguistique et les repas-conversations. Cette dernière option a été lancée cette année et s'adresse à des gens d'affaires qui ont déjà des bases dans la langue qu'ils veulent perfectionner. Le client, seul ou avec d'autres (maximum 4 participants), rencontre le professeur dans un restaurant et reçoit son cours pendant le repas qui dure une heure ou plus.

Les deux langues les plus populaires sont bien évidemment l'anglais (langue première ou seconde) et le français (langue première ou seconde), mais il est aussi possible d'apprendre le chinois, l'espagnol, l'italien, le japonais, le portugais et le vietnamien ou toute autre langue sur demande.

Les cadres de l'Université qui suivent des formations linguistiques sur mesure ont généralement de très bonnes bases en anglais, car la plupart du temps, c'est dans cette langue que sont faites les demandes de formation. «Ce qu'ils viennent chercher avec nous, c'est du perfectionnement dans un domaine précis et c'est souvent en lien avec un colloque auquel ils vont participer ou une présentation de

service ou de projet de l'UQAM», note M. Buisson.

Le service peut aussi préparer, à la demande, des outils pour simplifier la lecture d'un document de travail en langue étrangère. Un lexique pourrait, par exemple, faciliter la compréhension du document.

La formule qui fonctionne le plus pour le moment, ce sont les formations individuelles. Le professeur peut travailler en profondeur et engager son étudiant dans des micro-situations auxquelles il sera confronté dans son travail.

À chaque année, des petits groupes d'employés de l'UQAM peuvent suivre des cours, quel que soit leur secteur d'activités, en anglais, mais aussi en français correctif, pour améliorer grammaire, formulation et orthographe. Ces cours sont organisés par les Ressources humaines de l'UQAM ●



Photo : François L. Delagrave

Monique Corbeil, conseillère en formations linguistiques et Éric Buisson, coordonnateur des formations linguistiques en entreprise.

## ► Suite de la page 8

l'UQAM depuis 2004, est un immense succès. «Nous rassemblons les jeunes pendant quatre à cinq jours et nous leur faisons rencontrer des personnalités inspirantes de divers milieux, autant de gauche que de droite, explique M. Venne, directeur de l'INM depuis sa création. Ils participent à des tables-rondes, proposent des idées que nous rassemblons et nous publions. C'est toujours dans l'optique d'une prise de parole citoyenne et d'une plus grande responsabilisation.»

Les Rendez-Vous stratégiques, autre volet de l'INM, consiste en des forums d'échanges sur un sujet de société. «Notre formule est simple : informer, débattre et proposer», explique Michel Venne, qui ajoute que contrairement aux *think tank* habituels, l'INM n'a pas la prétention de dire aux gens ce qu'il faut penser. «Nous fournissons aux participants toute l'information nécessaire, nous animons les débats et nous nous engageons à transmettre les propositions qui en émanent au gouvernement», précise-t-il. Sa participation récente au *Groupe de travail sur le financement du système de santé* était reliée au Rendez-vous stratégique

de 2005 qui portait sur la santé. «J'y suis allé pour représenter les idées des participants de l'INM tout autant que les miennes», dit-il.

## Un des meilleurs entrepreneurs sociaux

«Je suis très fier du prix qui m'est remis par l'UQAM, car je le vois comme un appui à l'Institut du Nouveau Monde», dit Michel Venne, qui a été admis récemment à titre de *fellow* de la fondation Ashoka, une fondation philanthropique qui repère les meilleurs entrepreneurs sociaux du monde, les met en réseau et leur donne les moyens de développer et d'exporter leurs idées. «C'est la preuve que l'expertise de l'Institut rayonne au-delà de nos frontières, dit-il. Nous souhaitons maintenant élargir la participation à nos activités en rejoignant des gens de différents horizons, toujours avec le même objectif : donner aux gens le goût de s'engager et de participer au débat public.» ●

SUR INTERNET

[www.diplomes.uqam.ca](http://www.diplomes.uqam.ca)

SUR INTERNET

[www.langues.entreprise.uqam.ca](http://www.langues.entreprise.uqam.ca)

# PUBLICITÉ

# Un premier examen national à l'automne 2008

## Claude Gauvreau

Le test SEL de français écrit de la TÉLUQ a fait couler beaucoup d'encre récemment, mais son rejet par le ministère de l'Éducation ne signifie pas que l'on prend les choses à la légère. À compter de l'automne 2008, tous les étudiants en formation des maîtres qui seront admis dans les universités québécoises francophones devront subir un nouveau test. Cet examen uniforme, plus exigeant que ceux imposés actuellement, a été conçu par un comité d'experts de la Fédération des commissions scolaires, des universités et du ministère, en collaboration avec le Centre d'évaluation du rendement en français écrit (Céfranc), un consortium associé aux commissions scolaires montréalaises.

Le test sera prêt d'ici l'été prochain et validé au cours de l'automne, souligne Marc Turgeon, doyen de la Faculté des sciences de l'éducation. «En 2005, rappelle-t-il, les universités francophones avaient déjà convenu, dans le cadre d'une politique, de la nécessité d'un examen national pour les futurs enseignants. Nous voulions également qu'il soit reconnu par l'ensemble des commissions scolaires pour éviter qu'elles en imposent un autre au moment de l'embauche.»

Le processus de discussion qui a suivi cette politique a été inutilement long, explique M. Turgeon. «Pour développer le nouveau test, les universités, les commissions scolaires et le ministère avaient créé un comité d'experts auquel s'était joint le Service d'évaluation linguistique (SEL) de la Téléq. Malheureusement, le SEL a adopté une approche essentiellement commerciale en proposant des coûts de passation trop élevés pour les étudiants. Un projet d'examen a finalement été proposé, expérimenté, puis amélioré parce que certaines questions étaient mal conçues et mal formulées. Le comité a alors suggéré une nouvelle validation auprès d'un échantillon d'étudiants plus représentatif, mais la Téléq a refusé. C'est pourquoi le Céfranc a été choisi comme nouveau partenaire.»



Photo : François L. Delagrave

**Marc Turgeon, doyen de la Faculté des sciences de l'éducation.**

## Un taux d'échec global de 63 %

Depuis cinq ans, les étudiants des baccalauréats en enseignement de l'UQAM font le test SEL de certification en français écrit, obligatoire pour l'obtention du diplôme et du brevet d'enseignement. Dès la première année, ils sont d'abord soumis à un test diagnostique qui permet d'identifier leurs lacunes et leurs besoins. Par la suite, ils doivent réussir le test SEL au cours des deux premières années de leur scolarité.

Le test comprend deux parties. La première porte sur l'orthographe grammaticale et lexicale, la ponctuation, la syntaxe et le vocabulaire, et la deuxième sur la rédaction d'un texte. En cas d'échec, les étudiants ont droit à deux reprises avant d'effectuer leur stage en troisième année. S'ils les échouent, ils sont suspendus de leur programme pendant un an, période au cours de laquelle ils peuvent se perfectionner. Puis, ils ont droit à une dernière reprise dont l'échec entraîne l'expulsion du programme.

Le seuil de réussite exigé est de 85 % dans les programmes d'éducation préscolaire et enseignement primaire, enseignement en adaptation scolaire et sociale et enseignement du français au secondaire. Dans tous les autres, le seuil est de 75 %. Des 1 042 étudiants inscrits dans les programmes de formation à l'enseignement à l'automne 2007, 562 ont passé le test jusqu'à maintenant. De ce nombre, 60 % ont échoué la première partie

(code linguistique) et 34 % la deuxième (rédaction), pour un taux d'échec global de 63 %. Enfin, la note moyenne obtenue est de 75,6 % concernant le code linguistique, contre 79,8 % en rédaction.

La compétence à communiquer oralement fait aussi l'objet d'une évaluation, moins contraignante cependant que le test SEL. L'examen consiste en la présentation d'un exposé oral et le seuil de réussite est de C. En cas d'échec, on doit s'inscrire à des cours d'appoint et les réussir.

L'objectif du test écrit n'est pas de piéger les étudiants, mais d'évaluer s'ils sont capables de rédiger correctement un texte et, surtout, de repérer,

corriger et expliquer des fautes de français, ce qui constitue la tâche de tout enseignant, souligne M. Turgeon. «La situation, sans être désespérante, est préoccupante parce que l'on aimerait que le taux d'échec soit moins élevé. Les notes obtenues par la majorité des étudiants se situent quand même entre 75 % et 85 %, et après les trois premières années d'études, le nombre d'étudiants encore en difficulté est peu élevé.»

Les étudiants disposent en effet de différentes ressources pour parfaire leurs connaissances en français écrit, poursuit le doyen. Ils peuvent notamment suivre des cours d'appoint et recourir aux services de tutorat et de

monitorat offerts par le Centre d'aide à la réussite (CARÉ) de la faculté.

Marc Turgeon se demande s'il ne faudrait pas développer davantage de cours de grammaire dans les cégeps pour les futurs enseignants et exiger la réussite de certains cours. «Chose certaine, on doit implanter une culture de la formation continue, lance-t-il. Rien n'oblige actuellement les enseignants à suivre une formation pour qu'ils améliorent leurs compétences. La maîtrise du français et la promotion de son importance et de sa qualité sont pourtant la responsabilité de tous les enseignants, quelle que soit leur matière.»

## AU CŒUR DU CHANGEMENT

### Planifier la formation est essentiel

Apprendre à utiliser de nouveaux outils informatiques peut être source de stress et d'appréhensions. La direction du projet SIG (systèmes d'information de gestion) en est consciente, c'est pourquoi une de ses équipes est dédiée à la formation. «Notre mandat est de former et d'encadrer les employés de l'UQAM qui utiliseront le logiciel Banner», explique la responsable de cette équipe, Geneviève Guertin, directrice adjointe des services réseaux du SITel.

Son équipe procède actuellement à la rédaction de la documentation qui servira de base aux formations et à la réalisation de quelques capsules multimédias. «Nous subdivisons les différents processus en leçons afin de faciliter l'apprentissage de Banner», explique Mme Guertin. Les formations qui seront offertes aux futurs utilisateurs ne seront pas théoriques. «Nous collaborons avec les directeurs des unités concernées afin de préparer des plans de formation personnalisés, en enseignant comment le logiciel fonctionne à partir d'exemples concrets tirés du travail quotidien des employés», ajoute-t-elle.

«Chaque employé en formation sera devant un poste de travail et effectuera des exercices et des mises en situation avec Banner, précise Line Rondeau, spécialiste de la formation embauchée par le projet SIG. Il ne s'agira pas seulement de recevoir de l'information, mais bien de manipuler soi-même le logiciel et de poser des questions, le cas échéant.»

#### La principale crainte

Les employés formés ne repartiront pas les mains vides. Une documentation imprimée leur sera remise et ils pourront au besoin aller naviguer sur le Web pour trouver réponse à leurs questions, ou consulter les capsules multimédias qui seront créées à titre d'aide-mémoire pour certaines fonctionnalités du logiciel Banner.

«En général, devant un changement d'outil comme celui-ci, les gens redoutent surtout d'être moins productifs, car cela touche directement leur réputation professionnelle, explique Line Rondeau. Notre rôle est de les rassurer. Ils n'auront pas l'obligation de performer dès le premier jour où ils utiliseront le nouveau logiciel.» Tous les directeurs d'unités et de services concernés en sont conscients. «Les employés de l'UQAM sont compétents et Banner n'est qu'un nouvel outil à maîtriser pour effectuer des tâches qu'ils accomplissent déjà», ajoute Mme Guertin.

Les formations, qui auront vraisemblablement lieu dans les salles du SITel, s'étaleront sur une période d'environ un mois, tout juste avant l'implantation de Banner. «Nous nous assurerons d'effectuer ces formations selon la disponibilité des gens, et nous offrirons aussi une forme de soutien pour les mois suivant l'implantation», précise Geneviève Guertin.

Une quinzaine de formateurs seront responsables d'encadrer les formations dispensées. «Ce sont des gens qui ont travaillé au projet SIG, explique Mme Rondeau, et qui proviennent tous des unités académiques et des services de l'UQAM. Ils connaissent donc les tâches actuelles et ils pourront facilement faire le pont avec le nouveau logiciel, puisqu'ils seront devenus des experts de Banner.»

Bien sûr, on ne s'improvise pas pédagogue du jour au lendemain. C'est pourquoi les formateurs suivront eux-mêmes une formation en pédagogie pour acquérir des notions de base sur la mémoire, l'attention et les appréhensions possibles des futurs «étudiants». «Les formateurs possèdent tous le désir d'aller transmettre leurs connaissances à leurs collègues qui, nous l'espérons, saurons les accueillir avec enthousiasme», conclut Geneviève Guertin.

Pierre-Etienne Caza

## ILS L'ONT DIT...

À propos des diplômes à rabais: «Dès la sortie de mon bac, j'ai trouvé un emploi à temps plein dans mon domaine et, même si j'ai appris énormément en travaillant, je suis convaincue que le bac m'a donné une base solide.» **Sophie Desruisseaux**, diplômée de la Faculté de communication en journalisme, *La Presse*, 15 avril 2008

Sur les algues bleues: «Ça fait 25 ans que j'effectue des recherches sur les lacs au Québec et je n'ai jamais vu une conscientisation claire comme celle-là. La mobilisation est absolument fantastique.» **Yves Prairie**, professeur au Département de sciences biologiques, *Le Quotidien*, 16 avril 2008.

«Trois milliards de personnes dans le monde vivent actuellement avec moins de 2 \$ par jour, dont un milliard avec moins de 1 \$. Imaginez la pression de la hausse des prix des aliments sur eux.» **Marc Banik**, professeur à l'ESG, *Journal de Montréal*, 16 avril 2008.

«Regarder les photos publiées dans les journaux, on a l'impression que les femmes en niqab pullulent à Montréal, alors qu'il ne doit pas y en avoir plus de 25.» **Frédéric Castel**, chargé de cours au Département de sciences des religions, *Trente*, avril 2008.



Line Rondeau et Geneviève Guertin

Photo : François L. Delagrave

## Un défi pour tous !

Dans la lutte aux changements climatiques, chaque petit geste compte. Dans le cadre du Jour de la Terre, le 22 avril dernier, l'UQAM a annoncé sa participation au Défi Climat, une campagne de mobilisation pan-montréalaise incitant les gens à s'engager concrètement à poser des gestes simples qui réduiront les émissions de gaz à effet de serre. Cette campagne est coprésidée par Steven Guilbeault, porte-parole d'Équiterre, et Isabelle Hudon, présidente et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Déjà signataire du *Plan stratégique de développement durable* de la Ville de Montréal, l'UQAM est au nombre de la centaine d'institutions, d'entreprises ou d'organismes ayant accepté de participer au Défi Climat, une initiative du Conseil régional de l'environnement et d'Équiterre.

Les écoambassadeurs de l'UQAM seront mis à contribution en incitant au cours des prochaines semaines l'adhésion du plus grand nombre de personnes possible au Défi Climat. «J'invite les gens à aller sur le site Web [www.defi climat.qc.ca](http://www.defi climat.qc.ca), où ils pourront vérifier quelles sont les répercussions des gestes qu'ils posent déjà pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, ainsi que l'impact que pourraient avoir d'autres actions au quotidien», précise Cynthia Philippe, conseillère au développement durable au vice-rectorat aux Ressources humaines.

La participation de l'UQAM au Défi Climat s'accompagnera au cours des prochaines semaines de diverses activités, telles que des stands d'information sur les changements climatiques, des visites guidées du Pavillon des sciences biologiques, certifié LEED, du retour des ateliers de réparation Vélogik et de conférences sur la nutrition et le vélo au Centre sportif, sans oublier l'événement qui clôturera la campagne, le 30 mai prochain: un Tour de l'île à vélo la nuit pour les employés de l'UQAM. On trouve toutes les informations pour s'y inscrire au [www.environnement.uqam.ca](http://www.environnement.uqam.ca), section «Défi Climat».

Les participants qui s'inscriront sur le site du Défi Climat pourront également gagner des prix, tels un forfait dans une auberge de la SEPAQ aux Chics-Chocs, douze titres de transport de la STM, un vélo de ville, un abonnement d'un an à Communauto, une saison de panier de légumes bio du réseau d'Équiterre et un composteur domestique. «Il s'agit d'une cause importante à laquelle nous pouvons tous contribuer», conclut avec son enthousiasme habituel Cynthia Philippe.

Pierre-Etienne Caza

### MARDI 29 AVRIL

#### Réseau ESG UQAM

Petit-déjeuner Conférence Duo : «Un monde de publics-cibles», de 7h30 à 9h.  
Club St-James de Montréal,  
1145, avenue Union  
**Renseignements:** Claire Joly  
(514) 987-3010  
[reseau.esg@uqam.ca](mailto:reseau.esg@uqam.ca)  
[www.reseausg.uqam.ca](http://www.reseausg.uqam.ca)

### MERCREDI 30 AVRIL

#### ESG UQAM (École des sciences de la gestion)

Conférence URBA 2015: «Quelques conditions gagnantes pour réussir des grands projets urbains», à 17h30.  
Conférencière: Florence Junca Adenot, professeure associée, Département d'études urbaines et touristiques, UQAM.  
Athanase-David (D), 1430, rue Saint-Denis (Métro Berri-UQAM), D-R200.  
**Renseignements:**  
Florence Junca-Adenot  
(514) 987-3000, poste 2264  
[junca-adenot.florence@uqam.ca](mailto:junca-adenot.florence@uqam.ca)  
[www.uqam.ca/nouvelles/2007/07-272.htm](http://www.uqam.ca/nouvelles/2007/07-272.htm)

### JEUDI 1<sup>er</sup> MAI

#### École de design

Expo des finissants en design graphique de l'UQAM, jusqu'au 4 mai, de 12h à 18h.  
Pavillon de design, 1440, rue Sanguinet (Métro Berri-UQAM).  
**Renseignements:** Sylvain Jacques  
(514) 690-4344  
[sylvain@frerejacques.ca](mailto:sylvain@frerejacques.ca)  
[www.expodesigngraphique2008.com](http://www.expodesigngraphique2008.com)

### VENDREDI 2 MAI

#### Délégation droits et démocratie à l'UQAM

Sur la piste des réfugié-e-s, jusqu'au 4 mai, de 10h à 22h.  
Pavillon J.-A.-DeSève, plusieurs locaux sont prévus, certains à déterminer.  
**Renseignements:** Béatrice Châteauvert  
(514) 987-3000, poste 4593  
[surlapistedesrefugie\\_e\\_s@live.ca](mailto:surlapistedesrefugie_e_s@live.ca)  
[www.surlapistedesrefugies.net](http://www.surlapistedesrefugies.net)

### JEUDI 8 MAI

#### CRIEC (Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté)

Colloque: «Diversité et intégration mises au défi: De l'ouverture au resserrement?», jusqu'au 9 mai.  
Centre des Congrès de Québec.  
**Renseignements:** Ann-Marie Field  
(514) 987-3000, poste 3318  
[criec@uqam.ca](mailto:criec@uqam.ca)  
[www.criec.uqam.ca](http://www.criec.uqam.ca)

#### École de design

Exposition: «Éphémère et durable», jusqu'au 11 mai, de 12h à 18h.  
Finissants du programme de DESS en design d'événements, UQAM.  
Pavillon de design, 1440, rue Sanguinet (Métro Berri-UQAM).  
**Renseignements:** (514) 987-3395  
[www.centrededesign.uqam.ca](http://www.centrededesign.uqam.ca)

#### Formulaire Web

Pour nous communiquer les coordonnées de vos événements, veuillez utiliser le formulaire à l'adresse suivante: [www.evenements.uqam.ca](http://www.evenements.uqam.ca) 10 jours avant la parution du journal.  
**Prochaine parution:** 12 mai 2008.

PUBLICITÉ